

élections communales

Montreux – 8 mars 2026

l'avenir sera décroissant

Le système capitaliste exploite sans limites les ressources naturelles et les personnes, à la seule recherche du profit par une croissance à tout prix. Il provoque l'épuisement des ressources, l'aggravation des inégalités et des bouleversements écologiques qui menacent nos conditions de vie. Contre les idéologies autoritaires, contre le durcissement des politiques néolibérales qui fragilisent la démocratie et la solidarité, contre les profits et les intérêts d'une minorité, nous défendons la vie, la santé et l'avenir du plus grand nombre.

Produire moins et partager plus

Il ne peut pas y avoir de croissance économique infinie dans un monde fini. Inévitablement, il faudra produire et consommer moins. Cela bouleversera notre société, et il faut éviter que ce soit pour le pire. Nous proposons une société porteuse d'espoir, tournée vers la solidarité, l'entraide, l'engagement écologique et la valorisation des biens communs, garantissant le bien-être de toutes dans le respect des limites planétaires.

Dans la société que nous voulons créer avec vous, il y aura des emplois locaux et diversifiés, évitant les déplacements coûteux en temps, en fatigue, en énergie et en argent. La politique du logement sera basée sur le principe du droit de chacune à un toit, et les nécessaires rénovations énergétiques ne seront pas à la charge des locataires. Les terrains et immeubles seront propriété publique pour les sortir de la spéculation immobilière. La politique fiscale imposera chacune selon ses réelles possibilités. Les transports en commun et les mobilités douces seront développées, l'usage de la voiture individuelle en ville sera réservé à celles qui en ont réellement besoin. Les espaces publics seront végétalisés pour en faire des jardins collectifs, lieux de partage et de communauté. L'agression publicitaire actuelle sera remplacée par du contenu culturel, associatif et vecteur de lien social, répandant la culture dans les villes, villages et quartiers. Des places en crèche sans délai d'attente seront garanties afin de favoriser l'égalité. L'entraide, la solidarité et l'égalité seront développées dans tous les domaines.

Si nous laissons faire, un capitalisme sans frein continuera de permettre à des multimilliardaires de multiplier encore leur fortune en détruisant les bases mêmes de la vie sur cette planète. La très grande majorité de la population en subira lourdement les

conséquences dans tous les aspects de sa vie, à commencer par les plus pauvres, d'ici et d'ailleurs. Les enfants aussi subiront les conséquences de nos choix politiques.

Nous voulons au contraire lutter d'un même mouvement contre la dégradation potentiellement catastrophique des conditions sociales et écologiques. Aucune politique écologique ne peut réussir sans justice sociale. De même, la meilleure politique sociale ne vaudra rien dans un environnement de canicules, de tempêtes et d'inondations. Nous proposons une sobriété socialement juste, une société qui prenne soin de toutes et en priorité des plus vulnérables, qui gaspille moins d'énergie et de matières premières et offre plus de vie, de partage, de sécurité, de joie.

L'avenir décroissant et alternatif que nous créerons ensemble promeut les liens sociaux, fait de la convivialité une priorité et contribue à ce que chaque personne trouve sa place. Il vise au bonheur collectif, qui est plus que la somme des bonheurs individuels.

Décider ensemble

Un tel changement de cap ne se fera pas sans la participation active de la population.

Nous voulons d'abord une commune pour et par sa population, dans tous les domaines: logement, services publics, éducation, culture, sport, environnement, mobilité, solidarité internationale et égalité. Elle est l'espace commun qui nous lie. La politique permet de nous organiser pour y vivre de manière harmonieuse et pérenne.

Derrière l'autoritarisme et les décisions personnelles hors de contrôle auxquelles nous assistons à la tête des grandes puissances mondiales, c'est la tyrannie qui menace. Aussi nous voulons élargir, approfondir et renforcer la démocratie, pour décider collectivement de l'emploi des ressources disponibles et des infrastructures, ainsi que des conditions de vie et de travail.

page 2	Justice Sociale
page 3	Le modèle du donut
page 4	Nos limites, nos futurs
page 5	Culture partout, culture par toutes
page 10	Bilan du Conseil Communal 21-25
pages 6	Une ville et des villages agréables à vivre
page 7	Une gauche de gauche au conseil d'État
page 12	Nos candidatures au conseil communal et à la Municipalité

da. ENSEMBLE
À GAUCHE
décroissance alternatives

* Ce document utilise le féminin pour désigner toutes les identités de genre (féminin générique).

Justice sociale

La situation économique de la majorité de la population se dégrade. Combinées à une stagnation des salaires, l’inflation, la hausse des primes d’assurance et des loyers provoquent un accroissement des inégalités. Cette tendance a été renforcée par des allègements fiscaux pour les plus riches et des mesures d’austérité visant les services publics nécessaires aux classes moyennes et populaires. Nous voulons que la commune joue son rôle pour assurer la cohésion sociale et une vie digne.

Le projet de décroissance s’inscrit dans cette perspective : construire collectivement un avenir désirable fondé sur la justice sociale, la solidarité, le partage et la participation citoyenne. Une ville juste est une ville où chacun se sent légitime, reconnue et en sécurité dans l’espace public. L’égalité ne se décrète pas : elle se construit à travers des choix politiques concrets. Notre action privilégie les dimensions citoyennes et altruistes, qui sont essentielles à la vie.

Un toit est un droit

Avoir un toit, vivre en sécurité, et participer pleinement à la vie collective sont des conditions essentielles d’une société juste. Le logement, en particulier, ne peut être réduit à une marchandise soumise aux seules logiques du marché : c’est un droit fondamental.

À Montreux, la crise du logement est là ; les coûts explosent sans que les salaires suivent. À titre d’exemple, aucun logement subventionné n’est actuellement vacant sur la commune. Notre priorité est d’augmenter massivement le parc de logements à loyers modérés (LLM et LLA) et de logements d’utilité publique (LUP). Pour y parvenir, la commune doit mener une politique foncière et immobilière active. Nous proposons l’utilisation du Fonds communal immobilier, motion que nous avons proposée et qui a été acceptée par le conseil communal. Ce fonds permettrait à la Municipalité d’utiliser intelligemment son droit de préemption, prévu par la législation cantonale, pour acquérir des immeubles d’habitation et y développer des logements sociaux et coopératifs, hors de toute spéculation.

La commune doit aussi mener une politique résolue de lutte contre les résidences secondaires. Elle doit utiliser tous les leviers à sa disposition pour empêcher les lits froids, réduire le taux de résidences secondaires, et garantir que l’ensemble des habitantes puisse se loger dignement à Montreux.

Besoin de toit

La Riviera vaudoise fait face à un manque criant de places d’hébergement d’urgence. En mai 2025, la fermeture du Hublot à Vevey a laissé l’Est vaudois sans solution pour les personnes sans abri, reportant la pression sur les structures voisines.

En 2025, en collaboration avec le collectif 43 m2, nous avons déposé un postulat qui demande à la Municipalité d’agir, afin que l’attribution de locaux pour lutter contre le sans-abrisme soit une priorité. Celui-ci a été refusé par le Conseil. Nous continuons cependant à penser que des solutions durables et coordonnées à l’échelle régionale sont indispensables.

Nos propositions

- Développer des solutions d’hébergement d’urgence pérennes sur le territoire montreuisien
- Renforcer la coordination intercommunale et régionale en matière d’hébergement d’urgence
- Développer des solutions de logement de transition avec accompagnement pour la réinsertion sociale
- Assurer un suivi social renforcé pour favoriser les sorties durables de la précarité
- Augmenter le nombre d’EPT (équivalent pleintemps) pour engager plus de travailleuses sociales

Nos propositions

- Avoir une politique d’acquisition foncière par la commune, notamment en utilisant largement le droit de préemption, pour garantir des logements abordables
- Créer des logements subventionnés
- Créer des coopératives intergénérationnelles
- Favoriser les possibilités d’utilisation des locaux vacants pour lutter contre la crise du logement
- Encourager les échanges d’appartements entre citoyennes pour s’adapter à leur nouvelle circonstance de vie

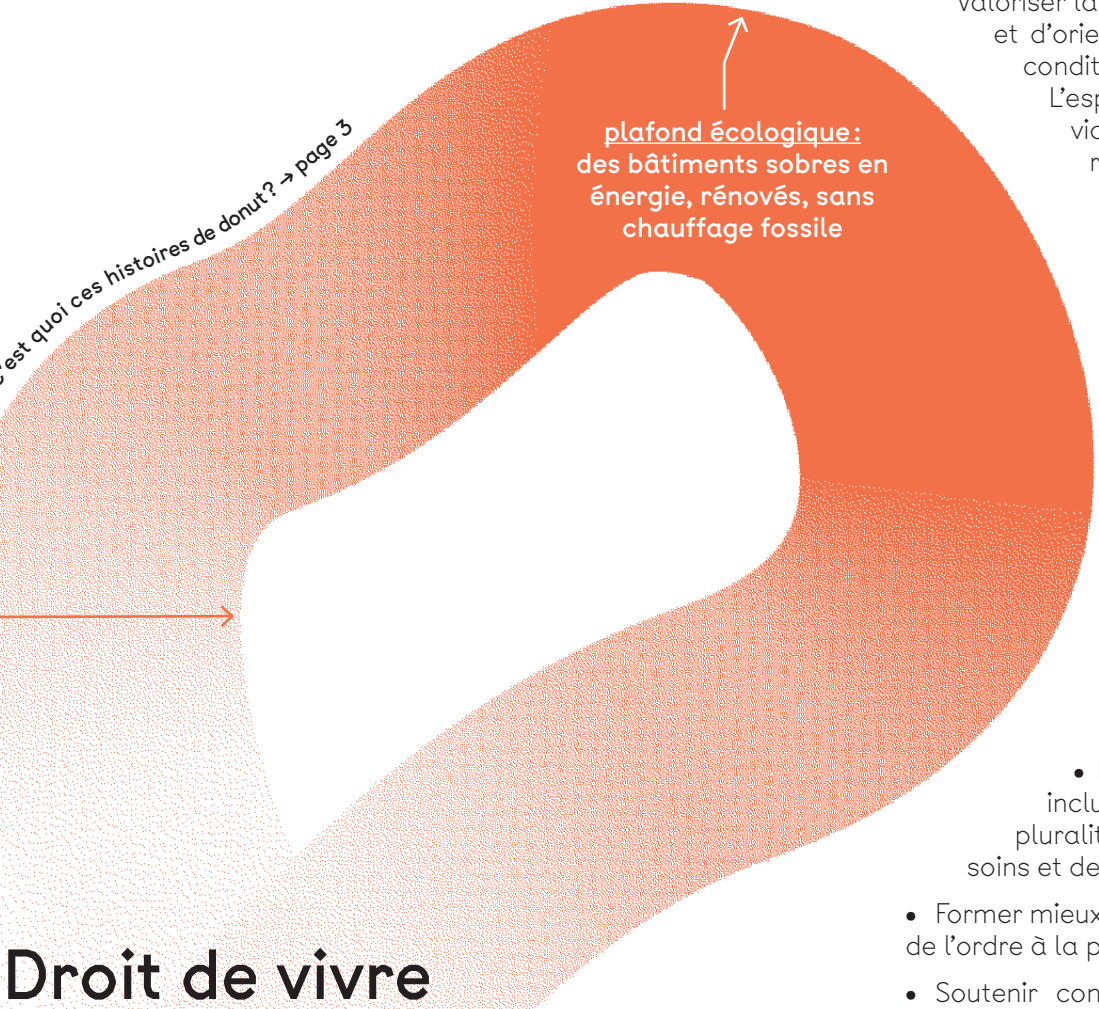
Tintébins et trottinettes

Dans une société marquée par l’isolement et la fragmentation sociale, le lien entre les générations mérite un soin particulier. La mixité intergénérationnelle est une richesse : elle valorise les savoirs, renforce le sentiment d’utilité sociale et contribue à une société plus solidaire.

À Montreux, une grande part des citoyennes a plus de 60 ans, ce qui implique des défis de taille dans les années à venir. Quant à la jeunesse, elle se prépare à faire face à un monde profondément changeant. Sa détresse est déjà palpable. Il est de notre responsabilité de prendre soin les unes des autres et de favoriser la rencontre, la transmission et la participation de toutes à la vie collective. Lutter contre l’isolement des seniors ne peut se faire sans repenser les lieux, les usages et le rythme de la ville et des villages.

Nos propositions

- Créer et soutenir des espaces intergénérationnels, notamment par la mise en place de cantines communes entre écoles et EMS, ou par l’implantation de crèches (JAPE) au sein ou à proximité des EMS, dans le but de favoriser les échanges et la transmission entre générations
- Promouvoir le maintien à domicile et étendre les projets de colocation intergénérationnelle, en facilitant l’accueil de jeunes ou d’étudiantes chez des personnes âgées, en collaboration avec les dispositifs cantonaux existants
- Planter une nouvelle maison de quartier à Montreux (modèle Jaman 8) pour favoriser le lien social et l’autonomie



Droit de vivre

La précarité ne se limite pas à la pauvreté. Elle génère incertitude et instabilité et peut toucher des personnes disposant encore de revenus, mais fragilisées par la hausse des coûts et l’insécurité économique. La précarité est issue de la mauvaise répartition des richesses et du modèle productiviste. Nous voulons la combattre sous toutes ses formes.

La réalité des personnes concernées est aggravée par le non-recours aux prestations sociales, estimé entre 20 % et 50 % des ayants droit. Des efforts restent à faire – renforcement du travail social, développement du travail hors murs – car l’accès effectif aux droits reste trop complexe et inégal.

Nos propositions

- Simplifier l’accès aux prestations sociales et renforcer l’information de proximité
- Augmenter les effectifs aux guichets sociaux

Je te crois

La loi réprime les actes de violence, qu’ils soient commis dans l’espace public ou dans la sphère privée. Mais, trop souvent, les victimes n’ont pas de solution pour y échapper.

Les actes de violence restent une réalité tragique, comme l’ont montré plusieurs féminicides récents dans la région. La protection des victimes est souvent insuffisante. La violence s’installe bien en amont de l’issue fatale : le harcèlement, la domination économique ou le chantage sont des signaux qui exigent une mise à l’abri immédiate. Nous considérons que la sécurité des habitantes est un bien commun qui nécessite d’utiliser tous les leviers municipaux, y compris fonciers.

Nos propositions

- Développer des lieux d’accueil et d’hébergement sécurisés, accessibles immédiatement
- Renforcer la prévention et la sensibilisation en collaboration avec les associations spécialisées
- Améliorer l’orientation et l’accompagnement des victimes de violences
- Continuer à améliorer l’accueil des victimes lors de leurs contacts avec les autorités policières lors du dépôt de plainte
- Intégrer les auteurs de violences dans les dispositifs de lutte contre celles-ci

Jardins divers

Chaque personne doit avoir une place à part entière et pouvoir participer à la vie collective sans discrimination. L’accessibilité universelle, la reconnaissance des diversités culturelles, sociales ou de genre et la lutte contre toute forme de discrimination que subissent les minorités sociales doivent guider toute l’action communale.

Valoriser la diversité culturelle, sociale, de genre et d’orientation affective et sexuelle est une condition essentielle du vivre-ensemble. L’espace public, les noms de lieux, les services et les dispositifs de soutien doivent refléter cette diversité et contribuer à déconstruire les normes dominantes qui excluent ou invisibilisent. Les violences et les discriminations contre les personnes LGBTQIA+ sont insuffisamment combattues. Nous voulons renforcer la sensibilisation et la prévention, et mettre en place des dispositifs de médiation et de signalement accessibles.

Nos propositions

- Repenser l’espace public et les politiques communales à l’aune de l’égalité, dégenrer et féminiser les noms de rues et de places
- Promouvoir une convivialité urbaine inclusive et solidaire, en reconnaissant la pluralité des formes de famille, de liens, de soins et de solidarités
- Former mieux le personnel communal et les forces de l’ordre à la prise en compte des discriminations
- Soutenir concrètement les personnes LGBTQIA+ en créant et en renforçant des espaces d’accueil, d’écoute et d’accompagnement sûrs et inclusifs
- Améliorer l’accessibilité des lieux publics communs pour les personnes en situation de handicap

Citoyennes de demain

L’éducation joue un rôle fondamental pour construire une société critique, solidaire et consciente des enjeux de son époque.

Face à la rapidité des transformations de notre société, il est essentiel de renforcer une éducation qui permette de comprendre le monde, d’y prendre part activement. Les défis liés au numérique, à la crise écologique et aux inégalités sociales nécessitent des actions de sensibilisation dès le plus jeune âge, en complément des programmes scolaires existants. À Montreux, notre groupe s’était opposé aux écrans dans les petites classes et aurait souhaité une réflexion approfondie sur le sujet.

Nos propositions

- Soutenir en milieu scolaire la sensibilisation aux usages du numérique, en particulier aux risques liés aux réseaux sociaux, au cyberharcèlement, à la désinformation et à la protection des données
- Intégrer une réflexion sur le genre, l’inclusion et les violences systémiques dans nos préaux
- Rénover les préaux en veillant à les rendre attractifs et inclusifs pour les enfants
- Renforcer l’éducation à la réalité écologique et sociale, avec des projets pédagogiques locaux en lien avec la nature
- Mettre à disposition des budgets extrascolaires dédiés afin de financer des activités en lien avec les enjeux écologiques et sociaux
- Travailler en collaboration avec les parents, les élèves, les directions d’établissements, les enseignants et les associations pour intégrer durablement ces thématiques dans la vie scolaire
- veaux cantonal et régional
- Renouveler l’éclairage public, en priorité dans le secteur de la gare
- Créer une commission municipale (personnes élues, professionnelles et membres de la société civile) pour développer des solutions adaptées localement

décroissance alternatives
élections communales du 8 mars 2026 - Montreux

Le donut, c’est quoi?

Le modèle du « donut », appelé ainsi par analogie à la forme du beignet, définit symboliquement trois zones : dans le trou à l’intérieur du donut, le minimum social n’est pas assuré. À l’extérieur du donut, les limites planétaires (voir l’encadré plus loin) sont mises en danger. La chair du donut symbolise un espace

juste et sûr pour l’humanité, garantissant les besoins fondamentaux, la dignité et l’égalité. Le modèle du donut postule que tout ne peut pas croître indéfiniment. Il induit aussi des choix politiques clairs : prioriser les besoins essentiels, réduire les activités destructrices, relocaliser ce qui peut l’être, et renforcer les communs. Les neuf limites planétaires deviennent ainsi la boussole écologique de la commune, intégrées dans ses politiques, ses investissements, son aménagement du territoire, ses services publics et ses incitations.

Entre plafond écologique

et plancher social

La commune de Montreux est en train d’élaborer son plan climat. Notre groupe souhaite que ce dernier soit ambitieux, audacieux et doté d’actions concrètes.

La commune a déjà des labels : « Cité de l’énergie GOLD » et « Ville verte ». C’est bien mais cela n’est pas suffisant. Nous voulons un plan climat qui sera notre boussole lors des prises de décisions pour la commune. Une boussole qui nous aidera à choisir les bons projets et les bons investissements, en prenant en compte selon le modèle du donut (voir encadré) : la planète (ne pas dépasser les limites écologiques) les personnes (assurer un minimum social pour toutes et tous) Cela passera par une meilleure collaboration entre tous les services de la commune et ses habitantes : - Créer des lieux et des situations pour que les habitantes se rencontrent - Leur permettre de s’organiser, s’entraider et partager des ressources - Encourager les habitantes à prendre soin de leur quartier et de leur commune Nous voulons décider ensemble, dans le respect de la planète. Nous voulons construire une commune juste et solidaire. Dans ce cadre, la dette ne peut plus être uniquement financière : la dette écologique et sociale laissée aux générations futures doit être pleinement intégrée dans les choix budgétaires. Investir aujourd’hui dans ces domaines n’est pas une charge, mais un investissement pour l’avenir, nécessaire pour éviter des coûts humains, écologiques et financiers bien plus élevés demain.

Nos propositions

- Soutenir la mise en œuvre systématique de démarches participatives pour les grands enjeux de la ville (aménagement, énergie climat, logement, mobilité, économie locale), avec un réel pouvoir d’influence sur les décisions communales
- Renforcer et élargir le budget de « Montreux agit ! »
- Inclure les dettes sociale et écologique dans l’examen des grands projets communaux
- Développer des lieux communautaires sur l’ensemble du territoire communal : maisons de quartier et autres lieux partagés (ateliers, jardins collectifs, espaces communautaires)
- Soutenir et encourager les associations, les coopératives (habitat, alimentation, services), les initiatives locales de solidarité, les dispositifs de partage de ressources (bibliothèques d’objets, équipements mutualisés), afin de renforcer la solidarité et l’usage collectif plutôt que la logique marchande
- Appuyer les initiatives d’entraide et d’échange non monétaires (systèmes d’échange locaux, réseaux de voisinage) par des financements, la mise à disposition de locaux et un accompagnement administratif simple et accessible

Nos limites, nos futurs

Notre planète n’est habitable que grâce à un équilibre fragile, dépendant de neuf limites planétaires à ne pas dépasser, sous peine de dérèglements brutaux et irréversibles. Aujourd’hui, sept de ces neuf limites sont déjà franchies. Le combat écologique n’est donc pas un thème parmi d’autres, mais une nécessité vitale. Agir à l’échelle communale est possible. Décroissance alternatives défend une écologie concrète, sociale et démocratique, qui transforme nos systèmes alimentaires, énergétiques et territoriaux. Il faudra du courage politique pour transformer des intentions en actes, et des outils existants en changements concrets, mais c’est à cette condition que la vie, la justice sociale et la démocratie pourront durablement s’épanouir.

Énergie collective

L’énergie est au cœur du dépassement des limites planétaires. Mais la seule technologie n’est pas la solution : remplacer des énergies fossiles par des renouvelables sans réduire les usages reviendrait à déplacer les problèmes, notamment en termes de ressources, de pollution et d’inégalités.

L’énergie n’est pas une marchandise comme une autre : c’est un bien commun essentiel, qui, dans le respect des limites planétaires, doit être attribué selon les besoins et non selon les moyens financiers. La transition énergétique exige donc d’examiner quels usages sont réellement nécessaires, pour quels besoins, et pour qui. Elle implique ensuite une production locale et renouvelable, qui réduit la dépendance aux énergies fossiles. Certaines mesures prises durant la législature en cours (amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments communaux, développement des énergies renouvelables et du chauffage à distance) permettent de réduire les consommations et d’enclencher une dynamique crédible et mesurable, impliquant aussi les propriétaires privés et la population dans ses modes de consommation. Cependant, nous pensons que le fonds durabilité ne doit pas être financé par une taxe qui frappe les plus précaires. Nous préférons une augmentation modérée de l’impôt. Le défi est donc d’inscrire ces mesures dans la logique du donut : réduire notre empreinte énergétique pour rester sous le plafond écologique est nécessaire, mais il est tout aussi indispensable, par exemple, de maintenir des loyers abordables, condition essentielle du plancher social.

Moins de goudron, plus de plumes

L’effondrement de la biodiversité est l’une des crises écologiques les plus graves et les plus sous-estimées de notre époque. Elle concerne l’ensemble du vivant.

Cette crise prend diverses formes : baisse de la diversité génétique, disparition de certaines espèces et diminution de leur nombre d’individus. Or les sociétés humaines ne sont pas au-dessus de la nature, mais en sont totalement dépendantes. Si la biodiversité et les écosystèmes s’effondrent, nos sociétés s’effondrent aussi. Préserver les systèmes naturels est une condition de notre survie collective. Lors de la législature 2021-2026, un poste de délégué à la durabilité a été créé. Nous serons attentives aux projets qui en découleront. Nous espérons que des actions importantes en faveur de la nature et de la biodiversité seront engagées en cessant de bétonner et de goudronner, en protégeant les sols, en plantant et préservant des arbres, en développant les zones de végétation, en continuant de renaturer les cours d’eau, en transformant la gestion des espaces publics et en laissant une place réelle au vivant dans la commune. Ces actions préservent aussi la santé publique dans un esprit de justice sociale, en limitant pour toutes les conséquences du changement climatique. Pour da,, il est aujourd’hui essentiel de poursuivre et renforcer cette dynamique, en faisant de l’environnement un élément structurant de l’aménagement du

Nos propositions

- Encourager la sobriété énergétique et la réduction des gaspillages par l’exemplarité de la commune et la sensibilisation de la population et des entreprises
- Renforcer la politique existante en matière de rénovation des bâtiments communaux et d’amélioration de leur efficacité énergétique
- Planifier la sortie progressive des énergies fossiles, en particulier pour le chauffage, en accompagnant les propriétaires et en priorisant les solutions renouvelables adaptées au bâti existant
- Reconnaître l’urgence climatique
- Réhabiliter des bâtiments plutôt que construire à neuf

territoire, et en prenant des mesures pour l’adaptation climatique, la santé publique et la justice sociale. Remettre de la nature dans notre ville et nos villages, c’est rendre la commune plus vivable et plus solidaire, tout en respectant le plafond environnemental.

Nos propositions

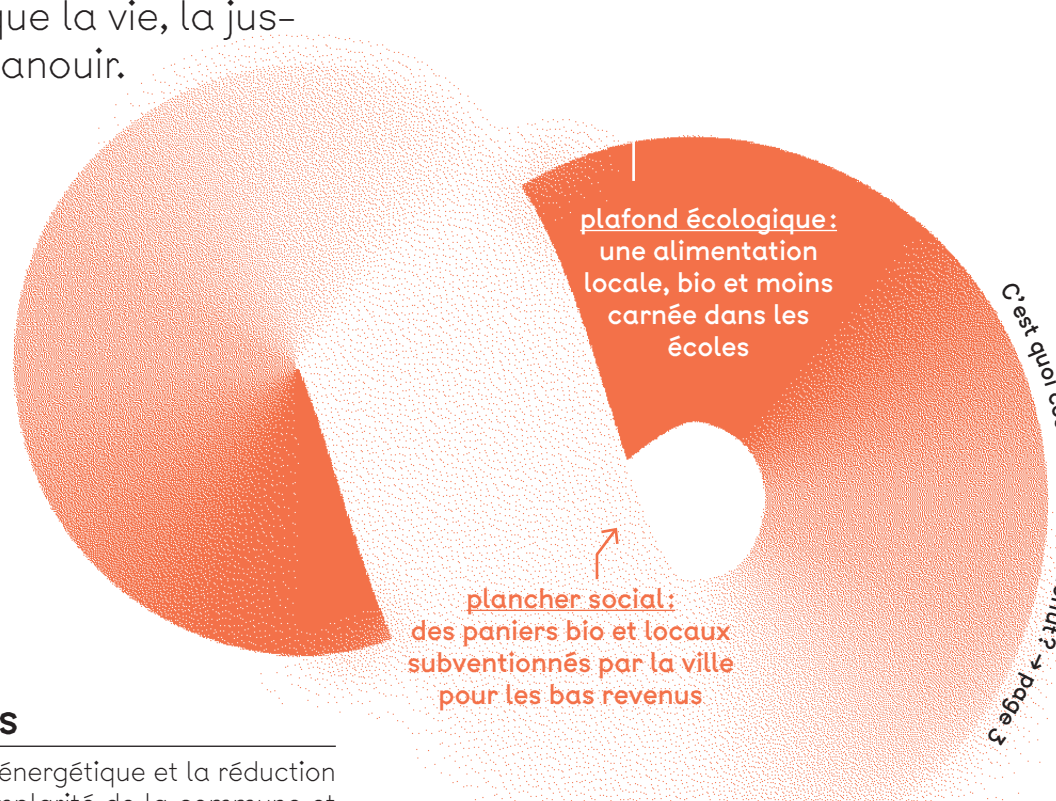
- Désimperméabiliser les sols pour restaurer les cycles naturels de l’eau et réduire les risques d’inondation
- Protéger et renforcer les zones de biodiversité du territoire communal et les continuités écologiques qui les relient
- Optimiser l’utilisation des toits (végétalisation adaptée, panneaux solaires)
- Intégrer systématiquement des actions concrètes pour la biodiversité dans les projets d’aménagement, les règlements et les investissements communaux
- Lutter contre les îlots de chaleur, notamment sur la place du marché et le parc Donner
- Réfléchir à notre utilisation des ressources naturelles en eau de la commune

9 limites planétaires

Les limites planétaires sont les seuils à ne pas dépasser pour garantir durablement les conditions de la vie de l’espèce humaine sur terre selon le consensus scientifique. Les neuf processus retenus comme limites :

- le bouleversement climatique ;
- la perte de biodiversité ;
- la perturbation des cycles de l’azote et du phosphore ;
- la perte de terres cultivables ;
- l’acidification des océans ;
- l’utilisation mondiale de l’eau ;
- l’appauvrissement de la couche d’ozone ;
- la pollution chimique de l’environnement ;
- l’augmentation des aérosols dans l’atmosphère.

Seules l’augmentation des aérosols dans l’atmosphère et l’appauvrissement de la couche d’ozone n’ont pas encore été dépassés.



Court circuit

Le système agro-industriel actuel épuise les terres et les agricultrices, détruit les écosystèmes, dépend des énergies fossiles et compromet à long terme une production suffisante de nourriture. Nous défendons la conversion à une agriculture respectueuse de la nature, de ses cycles, et des paysannes.

Le système agro-industriel actuel épuise les terres et les agricultrices, détruit les écosystèmes, dépend des énergies fossiles et compromet à long terme une production suffisante de nourriture. Nous défendons la conversion à une agriculture respectueuse de la nature, de ses cycles, et des paysannes. L’alimentation est importante pour notre santé, notre vie sociale et la nature. Aujourd’hui, pour la nourriture, Montreux dépend surtout de grandes entreprises. Cependant, nous voulons soutenir les productrices locales et les circuits courts et améliorer par la même occasion les repas dans les écoles. Même si l’espace manque, certaines parcelles comme les Grands-Pré peuvent servir à une production locale.

Nos propositions

- Soutenir la paysannerie de la région en aidant les initiatives de promotions de circuits courts et encourager des petits marchés locaux en ville et dans nos villages
- Promouvoir une alimentation végétarienne, locale et durable, en particulier dans les établissements dépendant de la commune
- Développer les potagers et vergers communautaires sur les espaces publics et privés, afin de relocaliser une partie de l’alimentation, renforcer le lien social et transmettre des savoirs
- Expérimenter des projets pilotes de cultures nourricières sur des surfaces communales, dans une logique agroécologique et collective.

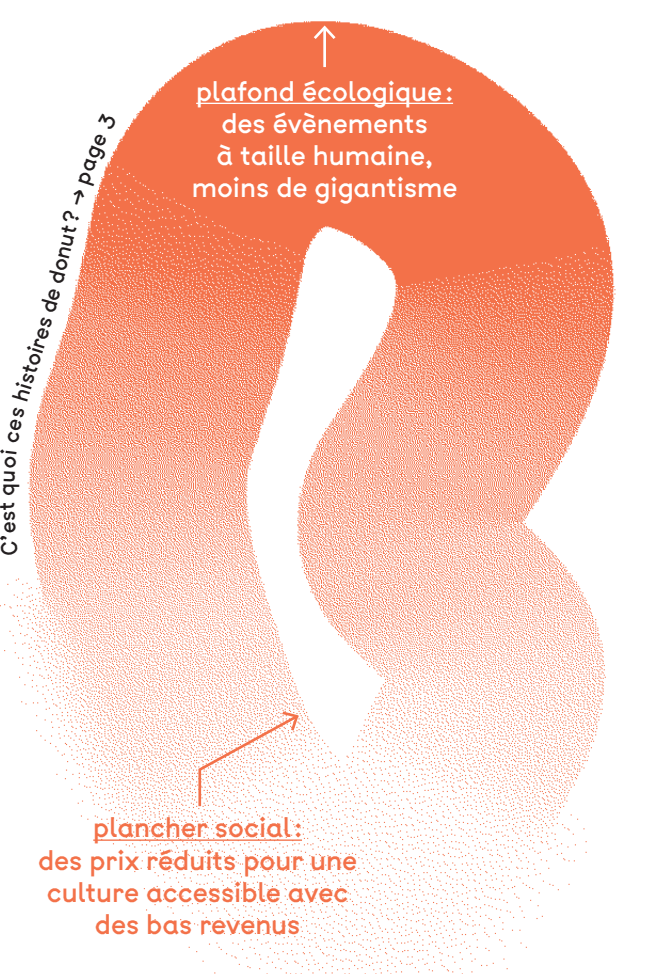
Cultures partout, culture par toutes

Une société sans vie culturelle est une société qui se meurt. Nous l’avons vu durant la pandémie de Covid-19 : la culture est une activité essentielle. Elle rassemble, éduque, questionne, émeut, bouscule, fait réfléchir, rire ou pleurer, nous confronte à l’inconnu et nous fait grandir.

Mais la situation est fragile. La pandémie a mis en évidence la précarité des artistes et des actrices culturelles. L’immense majorité des artistes est très mal rémunérée et manque de locaux où créer et approfondir leur recherche. Quant aux structures culturelles, elles manquent souvent de moyens et de ressources. Car pour qu’un groupe se produise sur scène, qu’une pièce de théâtre ait lieu ou qu’une exposition soit montée, une ribambelle de personnes est investie dans l’ombre et en amont de l’événement (technique, programmation, administration, production, etc.). À Montreux, la vie culturelle et collective ne se résume pas au Jazz Festival et au marché de Noël. Les associations villageoises, les clubs sportifs, les lieux alternatifs tels que le Ned ou Décal’Quai, les festivals musicaux, le théâtre du TMR proposent aux Montreu-siennes des événements variés et riches tout au long de l’année. Pour notre mouvement, la culture n’est pas un produit de luxe ou un outil de promotion touristique, mais un pilier du service public et du lien social. Nous constatons un déséquilibre : alors que Montreux a rejoint le réseau des villes créatrices de l’UNESCO pour la musique, ce que nous saluons, nous craignons que cet « arbre » ne cache la « forêt » de la diversité culturelle montreu-sienne. Nous exigeons une équité de financement pour que la danse, le théâtre et les arts plastiques ne soient pas sacrifiés sur l’autel de la visibilité internationale. Les petites structures, essentielles à une vie créative, peinent à survivre et doivent se reposer massivement sur le bénévolat. Il est temps que la culture soit soutenue à son juste prix. Les lieux de création pour les artistes locaux doivent être développés (locaux de répétition, création, etc.) et des budgets créés.

La vie associative doit être décentralisée : le succès de la maison de quartier Jaman 8 prouve qu’il faut multiplier ces lieux de vie dans les centres urbains,

voire dans les villages (Chernex, Les Avants) pour répondre aux besoins de la jeunesse et favoriser l’inter-générationnel. La culture n’a pas de sens si elle n’inclut pas l’ensemble des membres de la société. C’est pourquoi il est fondamental de la rendre accessible à chacune quels que soient son revenu, son identité, son origine, sa langue, sa classe sociale. Il s’agit aussi d’encourager l’appropriation par toutes, et de laisser des espaces d’expression libres et ouverts.



Bilan du Conseil Communal 21-25

À Montreux, même si la gauche est majoritaire à l’exécutif, ce n’est pas le cas au Conseil communal. Cela a bien entendu impacté les votes sur les postulats ou motions que nous avons déposés lors de cette première législature. Nous avons eu des échecs et de petites victoires.

Nous avons notamment défendu des sujets :

Écologiques

Postulat pour déclarer l’urgence climatique et élaborer un plan climat. Refusé par le conseil. Postulat pour des places de vélos sécurisées. Accepté par le conseil.

Sociaux

Postulat pour faire de l’attribution de locaux pour lutter contre le sans-abrisme une priorité. Refusé par le conseil. Motion pour la création d’un fond immobilier qui permet à la commune d’utiliser son droit de préemption pour acquérir des immeubles et faire face à la crise du logement en proposant des loyers abordables. Accepté par le conseil.

décroissance alternatives

élections communales du 8 mars 2026 - Montreux

Féministes

Motion pour introduire dans le règlement du personnel un congé menstruel et de ménopause ou pré-ménopause. Déposée avec les Vertes et le PS, dans l’espoir d’améliorer les conditions de travail et la santé des personnes menstruées pour les employées de la commune. Refusée par le conseil. Postulat contre le harcèlement de rue à Montreux. Ce texte propose la mise en place d’un outil du type « Harcêl.Vevey » pour faire des signalements anonymes (qui ne sont pas des plaintes pénales) suite à des situations de harcèlement. Cet outil offre la possibilité d’entrer en contact avec une travailleuse sociale si besoin. Accepté par le conseil.

Nos propositions

- Augmenter le budget de la culture et rééquilibrer les subventions entre institutions et acteurs indépendants en tenant compte de la pluralité des arts
- Soutenir une culture sobre et locale compatible avec les limites planétaires, limiter la taille des événements
- Promouvoir des tarifs accessibles (gratuits ou réduits) pour les bas revenus
- Développer des lieux de création, de résidences artistiques, des ateliers communautaires et des événements dans les quartiers et villages
- Favoriser la culture hors des institutions et la développer dans l’espace public (bibliothèque, musées, expos en plein air)

Et le sport, ça joue ?

Le sport a des effets positifs démontrés sur la santé physique et mentale. Il permet des rencontres et des partages au-delà des clivages sociaux et générationnels. Nous souhaitons fournir des espaces et favoriser les initiatives qui rendent la pratique du sport accessible. C’est pourquoi nous soutenons la politique de la commune de Montreux qui encourage la pratique de l’activité physique. Elle met à disposition des salles, entretient des terrains, informe et subventionne de nombreuses associations sportives.

Le sport d’élite et ses règles prônent l’esprit de compétition capitaliste. Ils suivent la même logique de concurrence entre individus, entreprises et nations. Cette conception du sport est contradictoire avec le monde que nous voulons. Nous souhaitons fournir des espaces et favoriser des initiatives qui rendent la pratique du sport plus collaborative, accessible à toutes, qui favorise le bien-être, la santé et le lien social. Nous défendons avant tout un sport vecteur de lien social, d’inclusion et de santé.

Antifascistes

Postulat pour un lieu de mémoire dédié à la lutte contre le fascisme en Suisse. Au vu de la montée du fascisme et des violences policières, il nous semblait important de se souvenir de l’histoire suisse et en particulier la date du 9 novembre 1932. Refusé par le conseil.

Nous avons aussi interpellé la Municipalité sur des questions de mobilité douce (vélo, VMCV, MOB), de culture (l’avenir de Décal’Quai, la place des sociétés locales au 2m2c, l’équité entre les arts) ou encore de soutien à la Palestine.

Nous ne pouvons que vous encourager à voter pour nous, pour nos valeurs et nos idées tant à la Municipalité qu’au Conseil communal. Il est crucial que la gauche ait une majorité au conseil pour que nos propositions soient acceptées, donc à vos plus beaux stylos et à vos enveloppes de vote ! On continue à se mobiliser et à lutter !

Une ville et des villages agréables à vivre

Les politiques d’urbanisme, de mobilité, d’aménagement et de gestion des espaces publics ne sont pas de simples questions techniques : elles déterminent comment et où on vit, se déplace et se rencontre dans notre commune. Ces choix sont au cœur des questions sociales et environnementales.

Ce sont des domaines où la commune a des compétences concrètes, avec des effets sensibles et visibles pour la population. Pendant trop longtemps elle avait laissé faire, sans vision d’ensemble et sans cadre réglementaire cohérent. Un changement s’est amorcé dès 2019 puis s’est renforcé avec l’arrivée de la nouvelle Municipalité en 2021. Il faut persévérer, afin de construire une ville solidaire, inclusive, démocratique et respectueuse du climat.

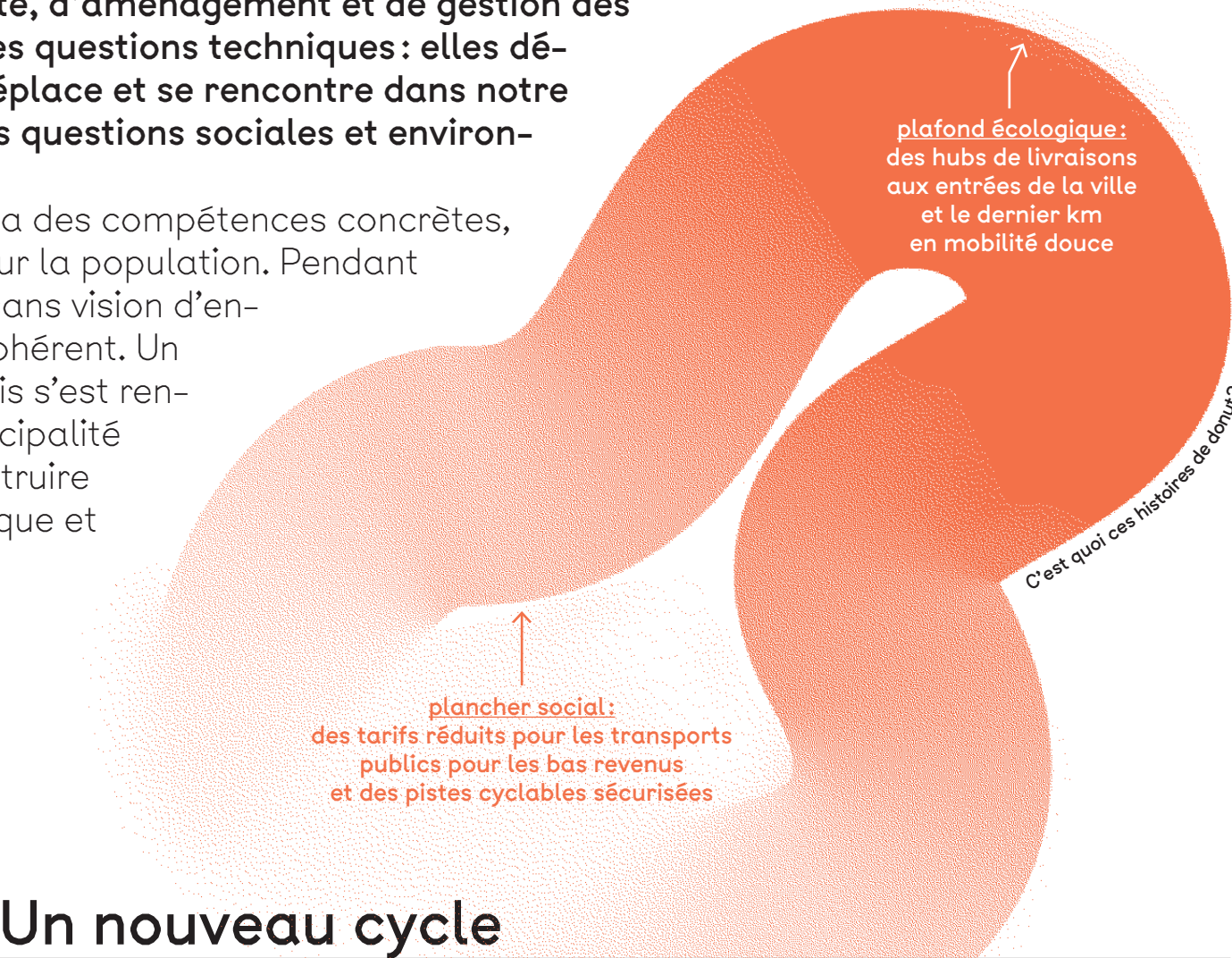
Urbanisme et espaces publics

La prochaine législature verra l’approbation et l’entrée en vigueur du plan d’affectation communal après des années de doutes et de combats. Il faudra continuer, résister et se battre car les enjeux de ce plan sont au centre des désaccords entre la droite bourgeoise et la gauche radicale.

Le plan d’affectation communal définit les zones à construire, le taux de résidences secondaires, le pourcentage de loyers modérés et le nombre d’étages. Dans ce processus, nous voulons que les services à la population (écoles, accueil de la petite enfance, espaces verts, etc.) rendent agréable l’inévitable densification et que les aménagements futurs favorisent la rencontre et la convivialité dans l’espace public. Cela passe par l’agrandissement des espaces de contemplation et de détente existants, la création de nouveaux espaces verts, le réaménagement des places (du Marché, Grand-Place de Clarens) ainsi que l’extension des « zones de rencontre » – avec priorité aux piétonnes –, comme cela est prévu pour la Rue du Port. Pour lutter contre les îlots de chaleur, améliorer la qualité de vie et adapter la ville aux conséquences du réchauffement climatique, nous voulons ombrager davantage rues et places, principalement en plantant des arbres et, partout où cela est possible, désimper-méabiliser et végétaliser les sols. Un espace public plus accueillant pour toutes nécessite également un mobilier urbain adapté : amovible et modulable pour encourager la diversité des usages, les rencontres, la convivialité et la vie de quartier ; mais aussi fixe avec des bancs à intervalles réguliers pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite. L’éclairage public est aussi un élément important : il est urgent de le repenser pour ajuster l’intensité et la présence de lumière aux besoins réels (éclairage intelligent). Cela permettra de réduire la consommation d’énergie, d’améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité.

Nos propositions

- Veiller à une densification raisonnable et garantir les infrastructures nécessaires
- Étendre les zones de rencontres, à priorité piétonne
- Augmenter fortement l’arborisation des rues et des places
- Réduire les surfaces de goudron
- Installer des bancs à intervalles rapprochés, pour faciliter les déplacements des aînés
- Rénover l’éclairage public, pour plus de sécurité, moins de consommation et moins de pollution lumineuse
- Rendre le lac plus accessible, y compris pour les personnes en situation de handicap



Un nouveau cycle

Nous voulons donner la priorité aux modes de déplacement les plus sobres, les moins bruyants et les moins dangereux pour les autres usagers.

À Montreux, durant cette législature, nous avons soutenu et défendu plusieurs propositions allant dans ce sens. Notre groupe a déposé un postulat pour créer plus de parcs à vélo et celui-ci a été accepté par le conseil. Plusieurs interpellations ont été faites sur la signalétique pour les vélos, les conditions de travail aux VMCV et les zones tarifaires ou encore les livraisons à vélo. Nous avons soutenu au conseil la mise en place des zones 30 km/h de nuit autant pour l’aspect écologique que pour la santé de la population. Nous voulons continuer dans cette direction. Pour cela nous voulons établir des cheminements piétonniers et cyclables continus, sûrs et accessibles. Nous voulons aussi faciliter l’accès aux transports publics, notamment par des mesures tarifaires et si possible la gratuité. L’extension des zones 30 km/h dans l’agglomération et dans les villages et l’instauration de zones 20 km/h vers les écoles améliorera la sécurité des personnes les plus vulnérables dans l’espace public : enfants, personnes à mobilité réduite, piétonnes et cyclistes. Lors des grandes manifestations à Montreux, un effort doit encore être fait pour inciter les gens à se déplacer par des moyens doux et améliorer le dispositif de mobilité. Il va de soi que l’apaisement du trafic et la sécurité de toutes exigent que les règles existantes, en particulier les limitations de vitesse et les interdictions

de circuler, soient respectées. Il faut également agir contre les nuisances sonores liées à la circulation, entre autres par l’acquisition et l’installation de radars à bruit.

Nos propositions

- Généraliser les zones 30, de jour comme de nuit et mettre en place des zones 20 vers les écoles
- Modérer l’impact du marché de Noël sur la population montreu-sienne (accès aux quais, circulation, etc.)
- Assurer des itinéraires continus et sûrs pour les pié-tonnes et cyclistes
- Mettre en place des gratuités ciblées ou des tarifs fortement réduits pour les personnes qui ont le plus besoin des transports publics, afin de garantir un vé-ritable droit à la mobilité ; dans l’idéal, obtenir la gra-tuité sur le territoire communal pour toutes
- Renforcer et étendre la subvention communale aux abonnements aux transports publics, informer d’a-vantage les citoyennes sur ce droit
- Développer la livraison par mobilité douce
- Soutenir et inciter au partage de voitures
- Installer des radars à bruit

Affiche-moi la paix

Pour rompre avec la logique consumériste et libérer l’espace public de la pression marchande, nous voulons supprimer la publicité à caractère commercial visible depuis l’espace public.

De tels règlements ont démontré leur efficacité dans plusieurs communes, tant pour la qualité du cadre de vie que pour la promotion des activités locales, cultu-relles, associatives et sportives. Pour autant, nos rues et places ne seront pas désolées : bien au contraire, le retrait de la publicité commerciale permettra de faire de notre ville une galerie en plein air.

Nos propositions

- Supprimer la publicité commerciale dans l’espace public
- À la place, promouvoir les activités locales et ex-poser des œuvres de nos musées

Penser global, acheter local

Le commerce local est plus que de l’économie, il contribue à la cohésion sociale et à l’image de la ville ; il facilite les circuits courts entre productrices et consommatrices. Il est pourtant en grande souffrance. Nous voulons le préserver et le développer, au-delà des analyses et solutions simplistes.

Ces difficultés ont de multiples causes. La perte de pouvoir d’achat et l’accélération du quotidien comme le manque de temps (cumul des emplois et/ou des tâches familiales) rendent pratiques les achats en ligne et en grande surface. De plus, les commerces locaux ne se battent pas à armes égales, ni sur le plan fiscal, ni sur le plan social ou environnemental. Ils sont aujourd’hui écrasés par la concurrence des grandes surfaces et plateformes d’e-commerce qui bénéficient d’avantages structurels. Enfin, un facteur dont on parle trop peu est le niveau des loyers, sou-vent insupportable pour les petits commerces. Même si une commune ne peut pas inverser cette ten-dance de fond, elle peut par contre rendre les villes et villages plus attractifs, par la qualité de l’accueil dans ses espaces publics et par sa culture vivante. Nous voulons poursuivre cette politique en donnant la prio-rité à celles qui font vivre la commune toute l’année.

Nos propositions

- Utiliser les bâtiments communaux pour proposer des espaces commerciaux à loyer raisonnable
- Soutenir concrètement les commerces de proximi-té par un système de bons ou de carte locale
- Soutenir les services de livraison à vélo pour les achats faits dans les commerces locaux
- Combiner aménagement des espaces publics, ca-lendrier des manifestations, accueil touristique et identité de ville douce et culturelle



Une gauche de gauche au Conseil d’État

En même temps que les élections communales, les personnes qui ont le droit de vote cantonal choisiront qui remplacera Rebecca Ruiz, démis-sionnaire du Conseil d’État en novembre 2025. Il y a trois candidatures : un UDC qui renforcerait la majorité de droite et ses attaques antisociales, un socialiste qui poursuivrait la même opposition molle qui a laissé ces attaques se produire sans réagir, et Agathe Raboud Sidorenko, candidate d’Ensemble à Gauche pour une gauche de gauche au Conseil d’État.

À l’échelle cantonale, les rapports de force politiques sont bien différents de ceux que nous connaissons à Montreux. La droite est majoritaire au Grand Conseil et au Conseil d’État. Depuis plusieurs années, sa politique est axée sur des propositions de baisses des impôts, qui bénéficient essentiellement aux plus riches et aux mul-tinationales. Résultat : cette majorité a vidé les caisses de l’État. Moins de recettes fiscales signifie moins d’argent pour financer le service public. Aujourd’hui, c’est la population qui paie le prix des cadeaux faits aux plus aisées. Car ils ont eu pour conséquence des coupes importantes dans les prestations publiques comme la santé, la prise en charge des personnes âgées ou l’accueil de jour des enfants. Ce sont les femmes qui paient le plus cher ces consé-quences, car elles sont les plus représentées dans les secteurs touchés. Ceci alors que l’égalité salariale se fait toujours attendre et qu’à la retraite, les rentes des femmes sont très basses.

EàG ? *Décroissance alternatives fait partie de la coalition Ensemble à Gauche, qui réunit plusieurs mouvements dans le canton, parmi lesquels Solidarité & Écologie (Yverdon) et Solidarités (Lausanne). Ensemble à Gauche forme un groupe parlementaire au Grand Conseil vaudois avec le POP (parti ou-vrier populaire). L’ampleur qu’a prise la coa-lition ces dernières années nous a permis au-jourd’hui de déposer plusieurs listes Ensemble à Gauche dans des communes vaudoises pour ces élections communales 2026, là où aucun mouvement similaire n’existait encore.*

Aux côtés des milliers de salariées qui ont fait grève et manifesté leur mécontentement lors du mouve-ment social historique à la fin 2025, nous refusons la politique délétaire et injuste menée actuellement. Pour porter ce refus de la politique des caisses vides et de l’austérité qui en découle, Ensemble à Gauche présente la candidature d’Agathe Raboud Sidorenko à l’élection complémentaire au Conseil d’État. Elle est conseil-lère communale à Lausanne, comédienne, médiatrice culturelle et mère de deux enfants en bas âge. Avec Ensemble à Gauche, elle réclame dix mesures ur-gentes :

- L’annulation des coupes budgétaires prévues par le Conseil d’État
- La fin de la politique des caisses vides, avec l’objectif de faire rentrer 500 millions de recettes supplémen-taires par an pour le canton par une augmentation de l’impôt sur le bénéfice des multinationales, la sup-pression de l’abattement sur les dividendes des grands actionnaires, une réévaluation de la valeur fiscale des immeubles et un renforcement de l’inspection fiscale
- La revalorisation des secteurs du social parapublic et de la santé, ainsi que l’amélioration des conditions de travail pour lutter contre la pénurie de personnel et la sous-dotation de ces secteurs
- Le renforcement des moyens pour l’école inclusive et la revalorisation salariale des assistantes à l’inté-gration scolaire
- Le renforcement de l’accueil en crèche et la revalo-risation salariale des accueillantes en milieu familial
- Un salaire minimum cantonal à 4’500 CHF par mois
- Un abonnement aux transports publics régionaux à 100 CHF par année

La longue marche de l’urbanisme montreu-sien

Depuis les années 2000, Montreux travaille à mettre à jour son plan d’affectation com-munal, car celui en vigueur datait de 1972 et n’était plus conforme à la loi fédérale sur l’aménagement du territoire. Un nou-veau PGA est finalement adopté en 2014 et approuvé par le Canton en 2015, après de nombreuses oppositions. Le 16 avril 2020, le Tribunal fédéral annule ce PGA, estimant no-tamment que la zone à bâtir est surdimen-sionnée et que les zones réservées sont uti-lisées de manière incorrecte. Cette décision renvoie Montreux à une situation transitoire, sans plan d’affectation pleinement valable. Pour éviter une urbanisation incontrôlée, la commune adopte dès 2021 un vaste plan de zones réservées approuvé en 2022. Celui-ci a pour fonction de « geler » le territoire en at-tendant une nouvelle planification conforme au droit fédéral. Depuis lors, Montreux pré-pare une révision complète de sa planifica-tion, désormais fortement marquée par l’exi-gence de durabilité, de conformité juridique et de participation citoyenne. La Commune de Montreux a mandaté le bureau Dolci Ar-chitectes pour accompagner la révision du plan d’affectation communal. Les premiers résultats sont publiés en mars 2025, puis une stratégie territoriale est présentée en octobre de la même année. L’objectif annon-cé est de pouvoir présenter un PACom fina-lisé vers 2028, sous réserve des procédures cantonales et fédérales.



- Un plan de lutte contre les violences sexistes et les féminicides
- Une réforme en profondeur du système pénal (po-lice et prison) tenant compte des revendications des mouvements antiracistes
- Un engagement du canton en faveur de la solida-rité internationale, en consacrant plus de moyens à l’aide humanitaire, notamment en faveur des po-pulations de la Palestine, du Soudan et d’Ukraine. Et par un désinvestissement de la caisse de pension CPEV des placements liés à Israël

Pour une politique qui place en priorité les besoins fondamentaux de la population et non les profits de quelques-unes, pour une gauche de gauche au Conseil d’État, le 8 mars : votez Agathe Raboud Sidorenko.

nos candidatures au conseil communal et à la municipalité

Géraldine Torchio
Enseignante spécialisée, anthropologue, Clarens
[pas de photo]



Quentin Talon,
Candidat à la Municipalité
Ingénieur physicien EPFL,
enseignant, papa,
vice-président du CC



Sabine Dormond,
Écrivaine, animatrice
d'ateliers et prof de yoga à
fibre écologique et sociale



Ihab Al Jundi,
Conseiller communal
engagé pour la justice
sociale et des services
publics forts



Laura Reust,
Agente en information
documentaire, flûtiste,
accompagnante de camps
d'enfants



Basil Furrer,
Jeune Conseiller
communal, engagé pour
un avenir inclusif, avec vélo
et amour



Anna Krenger,
Comédienne, conseillère
communale, militante éco-
féministe, Glion



Michel Villard,
Technicien en électronique.
Pour un chemin vers la
décroissance et la raison



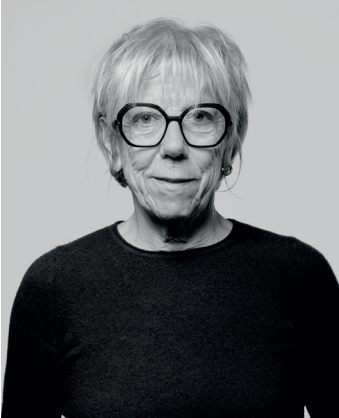
Catherine Cherix,
Biologiste de
formation, naturaliste,
réflexothérapeute et
gardienne de cabane



Jonathan Al Jundi,
Employé communal,
militant de gauche engagé,
conseiller communal



Rida Khadi,
Étudiant au gymnase,
engagé pour des
alternatives au mode de
vie actuel



Antoinette Loup,
Femme d'accueil, d'écoute,
d'entraide et de conviction.
défenseuse du climat



Fabien Torchio,
Ingénieur, bricoleur,
conseiller communal,
Clarens



Marie-France Boin,
thérapeute, infirmière
et humanitaire CICR,
des échanges honnêtes
et respectueux

Voter, mode d'emploi

Au Conseil communal

C'est une élection au système proportionnel: le nombre de voix qu'un parti obtient, par rapport au total des voix exprimées, détermine le nombre de sièges qu'il aura au Conseil communal. Le Conseil compte 100 membres. En choisissant dans l'enveloppe que vous recevez une des listes portant le nom d'un parti, vous donnez 100 voix à ce parti. Le nombre de noms imprimés sur la liste n'y change rien. Biffer ou doubler une personne – deux actions autorisées – ne sert qu'à décider qui passe devant qui à l'intérieur de la liste choisie. Si un parti obtient par exemple 10 sièges, alors les 10 personnes qui auront obtenu le plus de voix dans ce parti seront élues. Si vous ajoutez le nom d'une personne d'un autre parti sur une liste, le premier parti ne recevra plus que 99 voix, et le parti de la personne ajoutée une. C'est pourquoi nous vous proposons de ne pas le faire, pour que votre parti préféré ait le maximum de sièges au décompte final. Nous vous recommandons enfin de privilégier nos candidates femmes* en recopiant à la main leur nom une fois – et une fois seulement, plus n'est pas permis. C'est ce qu'on appelle cumuler une candidature. Nous n'avons imprimé qu'une seule fois le nom des personnes candidates sur notre liste, ce qui vous permet de le faire à votre guise.

À la Municipalité

La Municipalité, qui compte sept membres, est élue en deux tours au système majoritaire (pas de liste, seul le nombre de voix reçues compte). Parfois, des personnes sont élues au premier tour en obtenant plus de 50 % des voix. Mais la plupart du temps, les sept membres sont élus au second tour, après que certaines candidatures aient été retirées et des alliances conclues. **Attention, nouveauté:** la feuille de vote se présente depuis cette année sous forme d'une liste avec toutes les candidatures, groupées par parti, et vous ne pouvez que cocher une croix à côté de chaque nom de votre choix. Le cumul n'est pas possible. Au premier tour, nous vous proposons de ne cocher que le candidat de votre parti préféré. La tentation de cocher sept cases est grande, mais il faut savoir que chaque voix donnée ailleurs offrira des avantages à d'autres partis que votre favori. Au second tour, en fonction des résultats du premier et d'éventuelles alliances de partis, vous pourrez toujours faire votre choix final.

Contact

décroissance alternatives
Case postale 722 | 1800 Vevey 1
mail: info@damtch.ch
canal Telegram: @decroissance_alternatives
Retrouvez-nous également sur instagram ou Facebook

Nous rencontrer

Venez nous rencontrer à ns stands ou parfois par surprise dans les rues de Clarens, Montreux, ou ailleurs sur la commune! Pour en apprendre plus, rendez-vous sur www.davv.ch/agenda

Nous soutenir

Caisse d'Épargne Riviera
CH89 0834 9000 1100 0814 2
en faveur de décroissance-alternatives
ou par TWINT à l'aide du QR suivant →



Impressum

Edition: décroissance alternatives (da.), Montreux
Graphisme, maquette, mise en pages:
Adrien Colin
Illustration: Olivier Devillers
Photographies: Aikin Braff
Police partout: BTP (Émilie Rigaud)
Corrections: Merci les amies!
Impression: ESH Médias
Tirage: 17'000 exemplaires
exemplaires – Février 2026